

Une analyse spatiale de la décentralisation et des disparités régionales au Maroc

A spatial analysis of decentralization and regional disparities in Morocco

Omar ABELADIM, (Doctorant)

*Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales d'Agadir
 Université Ibn Zohr d'Agadir, Maroc*

Ahmed AIT BARI, (Enseignant-Chercheur)

*Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales d'Agadir
 Université Ibn Zohr d'Agadir, Maroc*

Adresse de correspondance :	B.P 8658 Cité Dakhla Agadir, Agadir, Maroc (+212) 528 23 28 20 info@fsjes-agadir.org
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	ABELADIM, O., & AIT BARI, A. (2024). Une analyse spatiale de la décentralisation et des disparités régionales au Maroc. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 5(10), 376-393. https://doi.org/10.5281/zenodo.13926951
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: June 16, 2024

Accepted: October 10, 2024

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 5, Issue 10 (2024)

Une analyse spatiale de la décentralisation et des disparités régionales au Maroc

Résumé :

Cet article examine l'impact de la décentralisation sur les disparités régionales au Maroc, en se concentrant sur les 12 régions administratives. L'objectif est d'évaluer l'effet des réformes de décentralisation, mises en place depuis les années 2010, sur les disparités économiques et sociales. La méthodologie combine des modèles économétriques à effets fixes et aléatoires dans un cadre d'économétrie spatiale, permettant d'analyser les dynamiques spécifiques à chaque région. L'étude révèle que l'augmentation des ressources financières des collectivités territoriales (CT) est liée à une hausse des dépenses, sans pour autant réduire automatiquement les disparités régionales. De plus, l'investissement public n'a pas d'impact significatif sur les dépenses des CT, tandis que l'autonomie financière des CT est influencée par les capacités institutionnelles locales. Le produit intérieur brut (PIB) régional n'est pas un facteur clé des dépenses des CT, soulignant l'importance des spécificités locales. À cet égard, bien que la décentralisation puisse potentiellement réduire les disparités régionales, son efficacité au Maroc est entravée par des défis institutionnels, nécessitant des mesures pour renforcer la gouvernance locale et améliorer la coordination entre les niveaux central et régional.

Mots clés : Décentralisation, Disparités régionales, Analyse spatiale, Économétrie spatiale, Gouvernance régionale

JEL Classification : R12, R58, H77

Type du papier : Recherche empirique

Abstract:

This article examines the impact of decentralization on regional disparities in Morocco, focusing on the 12 administrative regions. The objective is to assess the effect of decentralization reforms implemented since the 2010s on economic and social disparities. The methodology combines fixed and random effects econometric models within a spatial econometrics framework, allowing for the analysis of region-specific dynamics. The study reveals that the increase in financial resources of local governments (CT) is linked to a rise in expenditures, without necessarily reducing regional disparities. Moreover, public investment does not have a significant impact on CT expenditures, while the financial autonomy of CTs is influenced by local institutional capacities. Regional gross domestic product (GDP) is not a key factor in CT expenditures, highlighting the importance of local specificities. In this regard, although decentralization has the potential to reduce regional disparities, its effectiveness in Morocco is hindered by institutional challenges, necessitating measures to strengthen local governance and improve coordination between central and regional levels.

Keywords: Decentralization, Regional disparities, Spatial analysis, Spatial econometrics, Regional governance.

Classification JEL: R12, R58, H77

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

La décentralisation et les disparités régionales sont des sujets d'intérêt croissant dans le domaine de l'économie spatiale et du développement régional. La décentralisation, en tant que processus de transfert de pouvoirs et de responsabilités des gouvernements centraux vers des entités régionales ou locales, est souvent envisagée comme une solution pour réduire les disparités régionales en permettant une meilleure allocation des ressources adaptées aux besoins locaux. Cependant, l'efficacité de la décentralisation dans la réduction des inégalités régionales reste un sujet de débat, les résultats étant souvent dépendants des contextes spécifiques et des modalités de mise en œuvre.

Dans cette optique, plusieurs études récentes ont montré que la décentralisation peut avoir des effets variés sur les disparités régionales. Dans ce contexte, une analyse réalisée en Italie a révélé que, bien que la décentralisation fiscale favorise un processus de convergence entre les régions, elle ne suffit pas à réduire les écarts en termes de résultats sanitaires régionaux, indiquant une persistance des disparités en dépit des efforts de décentralisation (Cavalieri & Ferrante, 2020). De même, une étude portant sur plusieurs pays de l'Union européenne a montré que la décentralisation fiscale est corrélée négativement avec le niveau d'inégalités régionales, suggérant que la décentralisation peut contribuer à une distribution plus équilibrée des ressources (Ezcurra & Pascual, 2008).

Néanmoins, la question de savoir si la décentralisation peut réellement conduire à un développement spatialement équilibré reste complexe. Dans ce cadre, en Indonésie, une étude a montré que bien que la décentralisation ait contribué à une certaine convergence économique régionale, des disparités subsistent en raison de la forte dépendance des régions vis-à-vis des chocs économiques dans la capitale (Aritenang, 2014).

De plus, la décentralisation est une stratégie politique et administrative adoptée par de nombreux pays africains pour répondre aux défis de développement, en particulier en matière de réduction des inégalités régionales. En Afrique, la décentralisation a été présentée comme un moyen de rapprocher les décisions du niveau local, d'améliorer l'efficacité de la gouvernance, et de promouvoir un développement plus équitable. Cependant, la mise en œuvre de ces réformes a souvent rencontré des difficultés, notamment en raison de la résistance des élites locales, des capacités institutionnelles limitées, et de la centralisation historique du pouvoir (Crook, 2003).

Au Maroc, la décentralisation a été intensifiée suite aux événements du Printemps arabe, avec une réforme majeure initiée par la Constitution de 2011. Cette réforme vise à renforcer la participation politique des populations, à améliorer la transparence des institutions, et à réduire les inégalités régionales. Toutefois, malgré des avancées notables, la mise en œuvre de la décentralisation au Maroc a été freinée par divers obstacles, tels que le manque de ressources, les difficultés de coordination entre les différentes administrations, et la persistance de la centralisation du pouvoir (Houdret & Harnisch, 2019).

Par conséquent, les disparités régionales au Maroc restent préoccupantes, particulièrement en termes de développement humain et d'accès aux services de base. Dans cette optique, Aguenane (2020) a mis en évidence des écarts significatifs entre les régions du pays, avec certaines régions affichant des niveaux de développement humain beaucoup plus bas que d'autres. Cette situation s'explique en grande partie par une distribution inégale des ressources et des infrastructures, ainsi qu'une gouvernance locale encore insuffisamment efficace pour répondre aux besoins des populations.

À cet égard, l'analyse spatiale de la décentralisation et des disparités régionales au Maroc revêt une importance fondamentale dans le contexte actuel de développement économique et social du pays. En effet, l'objectif principal de cette analyse est de comprendre comment la décentralisation, en tant que politique de gouvernance, peut contribuer à réduire ces disparités.

Par conséquent, la motivation derrière cette analyse est multiple. Tout d'abord, elle répond à la nécessité de fournir aux décideurs politiques des informations précises et contextualisées, leur permettant de prendre des décisions éclairées pour corriger les déséquilibres régionaux. Ensuite, elle contribue à la littérature existante en apportant des données empiriques sur l'efficacité des réformes de décentralisation au Maroc, un pays où les inégalités territoriales sont particulièrement prononcées. Enfin, cette analyse vise à sensibiliser les acteurs locaux et nationaux à l'importance d'une gouvernance inclusive et équitable, qui est essentielle pour un développement durable et harmonieux du pays (Bergh, 2021).

Dans le cadre de cet article, le positionnement épistémologique adopté se situe dans une approche positiviste, qui privilégie l'objectivité et la mesure empirique des phénomènes sociaux et économiques. Ce positionnement s'inscrit dans un paradigme de recherche quantitativiste, où l'accent est mis sur l'analyse statistique des données pour identifier les relations causales et les tendances observables au sein des disparités régionales au Maroc.

En plus, la méthodologie suivie repose sur l'utilisation d'un panel spatial, une technique économétrique qui combine à la fois des dimensions spatiales et temporelles des données. Cette approche est particulièrement adaptée à l'étude des évolutions régionales sur une période prolongée, permettant ainsi d'explorer non seulement les effets spécifiques à chaque région, mais aussi les interactions entre ces régions. Le panel spatial, tel que développé par des économistes comme Elhorst (2014) et LeSage & Pace (2010), est utilisé pour capturer les interdépendances spatiales, c'est-à-dire l'influence qu'une région peut avoir sur ses voisines, ainsi que les évolutions temporelles des phénomènes étudiés.

Dans cette perspective, cet article sera divisé en trois sections. La première section a pour but de présenter une revue de la littérature théorique concernant l'impact de la décentralisation sur la réduction des disparités régionales au Maroc. La deuxième section présentera la méthodologie suivie et les données utilisées. Enfin, la troisième section présentera les résultats et la discussion.

2. Revue de littérature

La décentralisation, en tant que processus de transfert de pouvoirs et de responsabilités des gouvernements centraux vers des entités locales ou régionales, est souvent citée comme un moyen de réduire les disparités régionales. Cette section présente la revue de la littérature théorique qui examine les théories et les preuves empiriques sur la manière dont la décentralisation affecte les disparités régionales.

Dans ce contexte, les théories de la décentralisation se concentrent principalement sur deux aspects : la décentralisation fiscale et la décentralisation politique. La décentralisation fiscale implique le transfert de pouvoirs financiers aux gouvernements locaux, leur permettant de lever des impôts et de gérer les dépenses publiques de manière plus autonome. La décentralisation politique, en revanche, concerne la répartition du pouvoir de décision au niveau local, renforçant ainsi la participation démocratique et l'adaptation des politiques aux besoins locaux. Théoriquement, la décentralisation fiscale, qui permet aux autorités locales de lever des impôts et de gérer leurs propres dépenses publiques, est censée réduire les inégalités régionales en optimisant l'allocation des ressources locales. En effet, lorsqu'elle est mise en œuvre dans des contextes où la qualité de la gouvernance est élevée, la décentralisation tend à favoriser la convergence régionale, réduisant ainsi les écarts de développement entre régions (Bartolini et al., 2016).

Cependant, les effets de la décentralisation ne sont pas universels et peuvent varier considérablement selon le contexte économique des pays concernés. Dans les pays développés, où les mécanismes de gouvernance et de redistribution fiscale sont bien établis, la décentralisation est souvent associée à une réduction des disparités régionales. En revanche, dans les pays en développement, où les institutions sont souvent moins robustes, la

décentralisation peut aggraver les inégalités régionales. Cela s'explique en partie par les capacités institutionnelles et économiques limitées des régions les plus pauvres, qui ne parviennent pas à tirer pleinement parti des pouvoirs décentralisés pour améliorer leur situation socio-économique (Lessmann, 2012). Dans ces contextes, les mécanismes de redistribution fiscale, essentiels pour équilibrer les ressources entre régions, sont souvent insuffisants, exacerbant ainsi les disparités existantes (Rodríguez-Pose & Ezcurra, 2010).

En outre, le succès de la décentralisation dans la réduction des disparités régionales dépend également du degré d'autonomie fiscale accordé aux gouvernements locaux. Un degré élevé de décentralisation fiscale est souvent associé à une diminution des disparités régionales, car il permet aux régions de mobiliser et d'utiliser leurs ressources de manière plus efficace. Cependant, dans les régions moins développées, où l'autonomie fiscale est faible, les avantages potentiels de la décentralisation peuvent être limités. Ainsi, même si la décentralisation a le potentiel de réduire les inégalités régionales, son efficacité dépend largement des conditions économiques et institutionnelles dans lesquelles elle est mise en œuvre (Lessmann, 2009).

De plus, plusieurs théories ont soutenu que la décentralisation politique et fiscale peut contribuer à réduire les inégalités régionales en renforçant l'autonomie locale et en améliorant la répartition des ressources. Cependant, l'efficacité de ce processus dépend largement du niveau de développement économique d'un pays. Dans les pays plus riches, la décentralisation tend à favoriser une distribution plus équitable des revenus régionaux, tandis que dans les pays en développement, elle peut parfois aggraver les inégalités régionales, comme le suggère l'analyse empirique menée par Bojanic & Collins (2021).

En parallèle, la décentralisation est souvent associée à une meilleure gouvernance locale, ce qui peut, en théorie, conduire à une réduction des disparités régionales. Toutefois, dans de nombreux cas en Afrique, les structures locales sont capturées par les élites, limitant ainsi l'impact positif attendu de la décentralisation sur la réduction des inégalités. Dans ce cadre, Dick-Sagoe (2020) a démontré que cette captation du pouvoir par les élites locales empêche souvent la décentralisation de produire des résultats réellement favorables aux populations les plus pauvres.

En outre, l'interaction entre la décentralisation et le développement économique reste un enjeu complexe. Par exemple, au Maroc, les réformes de décentralisation mises en place après 2011 ont ouvert de nouvelles perspectives pour une gouvernance plus participative. Cependant, les héritages historiques de contrôle centralisé, associés à des capacités institutionnelles limitées, ont freiné les avancées vers une décentralisation effective et, par conséquent, la réduction des disparités régionales. Dans ce cadre, Houdret & Harnisch (2019) ont souligné que ces obstacles ont empêché la pleine réalisation du potentiel des réformes décentralisatrices au Maroc.

Par ailleurs, la décentralisation est également envisagée comme un moyen de promouvoir le développement durable au niveau local. Néanmoins, des études montrent que les objectifs de durabilité économique, sociale et environnementale ne sont pas toujours atteints dans le contexte africain. Les gouvernements locaux, souvent en manque de ressources et de capacités, peinent à gérer efficacement ces enjeux, ce qui limite les bénéfices potentiels de la décentralisation. Dans cet esprit, Atisa et al., (2021) ont mis en évidence que ces insuffisances compromettent la réalisation des objectifs de développement durable dans le cadre de la décentralisation.

À cet égard, l'analyse spatiale de la décentralisation et des disparités régionales au Maroc est un sujet complexe qui a attiré l'attention des chercheurs en raison des inégalités économiques et sociales persistantes entre les régions. Bien que le Maroc ait réalisé des progrès significatifs, les inégalités interrégionales demeurent prononcées. L'observation des disparités spatiales révèle que celles-ci ne se limitent pas aux différences entre pays, mais sont également marquées entre les régions d'un même pays. Au Maroc, ces disparités économiques interrégionales

continuent de créer des écarts significatifs dans les conditions de vie des résidents, générant ainsi des migrations spatiales internes et amplifiant les inégalités (Sahibi & Hamzaoui, 2017). Une étude approfondie sur l'inégalité spatiale au Maroc a analysé ce phénomène de convergence et d'inégalité à travers l'utilisation de données régionales. Il a été constaté que bien que le processus de convergence de la croissance soit présent en termes de valeur ajoutée et de productivité, il ne l'est pas en ce qui concerne l'emploi. De plus, les variables telles que le capital humain et les infrastructures jouent un rôle fondamental dans la réduction des inégalités régionales. Cependant, les politiques conventionnelles basées uniquement sur le développement des infrastructures ou de l'éducation s'avèrent insuffisantes. Une approche plus globale, intégrant ces deux axes et encourageant le développement des entreprises et le transfert de connaissances, est nécessaire pour réduire les disparités régionales de manière efficace (Salhi et al., 2023).

Par ailleurs, une autre étude a mis en évidence les disparités régionales au Maroc à travers le prisme du développement humain. L'analyse a révélé la coexistence de trois strates régionales avec des niveaux de développement humain distincts : bas, moyen et élevé. L'indice de Gini calculé dans cette étude souligne la gravité des inégalités, principalement causées par une répartition inéquitable des niveaux de vie et un accès déséquilibré aux services sociaux de base. Cela indique que, malgré les efforts déployés pour réduire ces écarts, des inégalités importantes subsistent, nécessitant des interventions politiques ciblées pour améliorer le développement humain dans les régions moins favorisées (Aguenane, 2020).

Dans ce contexte, l'émergence de formes territorialisées de production au Maroc, en réponse à la mondialisation, souligne l'importance du territoire local en tant que filet de sécurité face aux crises globales. L'analyse de l'anatomie spatiale des systèmes productifs au Maroc révèle une symbiose entre le productif et le spatial, suggérant que le Maroc peut développer un modèle en gestation qui peut être adopté par le reste de l'Afrique dans ce domaine (Eddelani et al., 2019). Pour conclure, l'analyse spatiale des disparités régionales au Maroc met en lumière la complexité de la décentralisation et son impact limité sur la réduction des inégalités. Bien que des progrès aient été réalisés, les disparités restent profondément ancrées, nécessitant des politiques plus intégrées et stratégiques pour promouvoir un développement régional équilibré et inclusif.

3. Méthodologie suivie et les données utilisées

Dans le cadre de l'analyse spatiale, deux approches majeures sont utilisées pour tenir compte des hétérogénéités non observées entre les individus ou les groupes : le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires. Ces modèles sont fondamentaux dans l'économétrie des données de panel et offrent des perspectives distinctes sur la manière dont les variables indépendantes influencent la variable dépendante, en tenant compte de l'hétérogénéité entre les sujets. Les travaux de Hausman et Taylor (1981) ont été particulièrement influents dans la formalisation et l'application de ces modèles.

Le modèle à effets fixes (FE) est conçu pour prendre en compte l'hétérogénéité individuelle non observée qui peut être corrélée avec les variables explicatives. Cela est réalisé en permettant à chaque entité (individu, entreprise, pays, etc.) d'avoir sa propre constante individuelle.

De même, le modèle FE élimine efficacement les effets inobservés qui sont constants dans le temps en utilisant la différenciation ou la transformation dans les moyennes au sein des groupes, permettant une estimation non biaisée des coefficients des variables explicatives variables dans le temps.

En plus, le modèle à effets aléatoires (RE) suppose que les effets individuels non observés sont non corrélés avec les variables explicatives. Cela le rend plus flexible que le modèle FE, mais peut introduire un biais si l'hypothèse d'indépendance n'est pas valide.

Contrairement au modèle FE, le modèle RE permet l'inclusion de variables explicatives qui sont constantes dans le temps, offrant une perspective plus large sur l'impact des variables explicatives sur la variable dépendante.

Le choix entre le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires dépend de la nature des données et de l'hypothèse concernant la corrélation entre les effets individuels et les variables explicatives. Le test de Hausman est souvent utilisé pour décider entre les deux modèles. Si les estimations des deux modèles diffèrent significativement, ce qui suggère la corrélation des effets individuels avec les variables explicatives, le modèle FE est généralement préféré. En revanche, si les estimations sont similaires, le modèle RE peut être utilisé pour bénéficier de son efficacité statistique.

Le choix entre un modèle spatial à effets fixes et un modèle à effets aléatoires en économétrie spatiale dépend de la structure des données et des hypothèses sous-jacentes concernant la corrélation entre les effets non observés et les variables explicatives. Le test de Hausman spatial peut être utilisé pour décider entre les deux modèles dans un contexte spatial, en comparant les estimations obtenues à partir des deux modèles.

En plus, le modèle spatial à effets fixes peut être exprimé comme :

$$y_i = \rho W y_i + X_i \beta + \mu_i + \epsilon_i \quad (1)$$

Où :

- y_i : est le vecteur de la variable dépendante pour l'unité spatiale i .
- ρ : est le paramètre d'autocorrélation spatiale.
- W : est la matrice de pondération spatiale.
- X_i : est la matrice des variables explicatives pour l'unité spatiale i .
- β : est le vecteur des coefficients.
- μ_i : est le terme d'effet fixe spécifique à l'unité spatiale i (capture l'hétérogénéité inobservable).
- ϵ_i : est le vecteur des termes d'erreur.

Propriétés statistiques :

- Contrôle de l'hétérogénéité inobservable à la fois spatiale et individuelle.
- Élimination des effets inobservés constants dans le temps et variant dans l'espace.
- Nécessité de techniques d'estimation robustes pour traiter la "malédiction de la dimensionnalité" si le nombre d'entités spatiales est élevé.

Le modèle spatial à effets aléatoires peut être formulé comme :

$$y_i = \rho W y_i + X_i \beta + u_i + \epsilon_i \quad (2)$$

Où :

- y_i, ρ, W, X_i , et β sont définis comme dans le modèle SFE.
- u_i : est le terme d'effet aléatoire spécifique à l'unité spatiale i (supposé être non corrélé avec X_i).
- ϵ_i : est le vecteur des termes d'erreur.

Propriétés statistiques :

- Supposition que les effets individuels non observés sont non corrélés avec les variables explicatives.
- Inclusion d'une dépendance spatiale dans les erreurs permettant une certaine corrélation entre les entités spatiales.
- Utilisation de méthodes telles que la maximisation de la vraisemblance ou les techniques bayésiennes pour l'estimation.

Par conséquent, le choix entre le SFE et le SRE dépend de la nature spécifique des données et de l'hypothèse concernant la corrélation entre les effets individuels non observés et les variables

explicatives. Le test de Hausman spatial peut être utilisé pour choisir entre les deux modèles en comparant les estimations obtenues à partir de chaque modèle.

Dans ce contexte, il est impératif d'adopter une approche méthodologique à la nature spécifique des données disponibles. Ce modèle, centré sur l'étude des dépenses des collectivités territoriales (CT) en relation avec les ressources totales, l'investissement des entreprises et établissements publics, l'autonomie financière des CT, les recettes propres et le PIB, vise à dévoiler les dynamiques sous-jacentes qui façonnent les finances locales et, par extension, le développement régional.

Pour cette analyse, un modèle à effets fixes ou à effets aléatoires peut être particulièrement pertinent, chaque approche offrant des avantages distincts en fonction des caractéristiques des données et des hypothèses spécifiques à notre étude. Le modèle à effets fixes est idéal lorsque l'on veut capturer l'impact des variables explicatives invariantes dans le temps pour chaque région, en éliminant les effets des variables non observées qui ne varient pas dans le temps. D'autre part, le modèle à effets aléatoires est préféré si les effets non observés sont supposés être non corrélés avec les variables explicatives, permettant ainsi une estimation plus efficace lorsque cette hypothèse est valide.

La sélection du modèle approprié nécessitera une analyse, incluant potentiellement un test de Hausman pour déterminer l'approche la plus adéquate. Cette démarche nous permettra non seulement de comprendre l'influence des facteurs financiers et économiques sur les dépenses des CT, mais aussi d'éclairer les politiques de décentralisation au Maroc et leur rôle dans la réduction ou la perpétuation des disparités régionales.

Pour un modèle à effets fixes :

$$\begin{aligned} & \text{DépensesCT } T_{it} \\ &= \alpha_i + \beta_1 \text{RessourcesTotales}_{it} + \beta_2 \text{InvestissementPublics}_{it} \\ &+ \beta_3 \text{AutonomieFinancièreCT } T_{it} + \beta_4 \text{PIB}_{it} + u_{it} \end{aligned}$$

Où :

- Dépenses CT_{it} représente les dépenses des collectivités territoriales pour la région i à l'année t .
- Ressources Totales $_{it}$, InvestissementPublics $_{it}$, Autonomie Financière CT_{it} , et PIB_{it} sont les variables indépendantes pour la région i à l'année t .
- α_i : est l'effet fixe spécifique à la région.
- u_{it} : est le terme d'erreur.

Pour un modèle à effets aléatoires :

$$\begin{aligned} & \text{Dépenses } T_{it} \\ &= \alpha + \beta_1 \text{RessourcesTotale}_{it} + \beta_2 \text{InvestissementPublics}_{it} \\ &+ \beta_3 \text{AutonomieFinancièreCT } T_{it} + \beta_4 \text{PIB}_{it} + u_{it} + v_i \end{aligned}$$

Où :

- v_i : est l'effet aléatoire spécifique à la région.

Le choix des variables pour cette étude repose sur une analyse rigoureuse visant à comprendre l'impact des ressources financières, des investissements publics et de l'autonomie financière sur les dépenses des collectivités territoriales (CT) au Maroc, et ce, pour la période 2017-2022. Chaque variable a été sélectionnée pour sa pertinence théorique et empirique, soutenue par des recherches antérieures (tableau 1 ci-dessous).

Tout d'abord, les **Dépenses des collectivités territoriales** sont choisies comme variable dépendante, car elles représentent directement le niveau de dépenses locales, ce qui reflète l'investissement et le développement dans la région. Cette variable est essentielle pour évaluer l'efficacité des politiques de décentralisation, étant donné que l'une des principales justifications

de la décentralisation est l'amélioration de la capacité des gouvernements locaux à répondre aux besoins spécifiques de leur population grâce à des dépenses adaptées (Sahibi & Hamzaoui, 2017).

Table 1: les variables clés du modèle et leur rôle dans l'analyse

Variables	Description	Rôle dans le Modèle	Période d'Étude
Dépenses CT	Dépenses des collectivités territoriales	Variable dépendante - Indique le niveau de dépenses locales, reflétant l'investissement et le développement dans la région	2017-2022
Ressources Totales	Ressources financières totales des collectivités territoriales	Variable indépendante - Mesure les ressources financières globales disponibles pour les collectivités territoriales	2017-2022
Investissement Publics	Investissement des entreprises et établissements publics dans la région	Variable indépendante - Représente l'impact des investissements publics sur le développement économique local	2017-2022
Autonomie Financière CT	Degré d'autonomie financière des collectivités territoriales	Variable indépendante - Indique la capacité des collectivités territoriales à gérer et contrôler leurs ressources	2017-2022
PIB	Produit Intérieur Brut régional	Variable de contrôle - Contrôle les différences de taille économique et de performance entre les régions	2017-2022

Source : auteurs

Les Ressources financières totales des collectivités territoriales (Ressources Totales) sont considérées comme une variable indépendante essentielle, mesurant les ressources financières globales disponibles pour les collectivités territoriales. Cette variable est fondamentale pour comprendre dans quelle mesure les collectivités territoriales sont capables de financer leurs dépenses, et comment la disponibilité des ressources influence leur capacité à investir dans le développement local. Des recherches antérieures ont montré que les ressources financières sont un déterminant clé de la capacité d'une région à améliorer son infrastructure et ses services publics (Eddelani et al., 2019).

L'Investissement des entreprises et établissements publics dans la région (Investissement Publics) est une autre variable indépendante sélectionnée pour évaluer l'impact direct des investissements publics sur le développement économique local. Les investissements publics sont souvent cités comme un facteur déterminant du développement régional, car ils peuvent stimuler l'activité économique, créer des emplois et améliorer les infrastructures locales (Aguenane, 2020).

Le degré d'autonomie financière des collectivités territoriales (Autonomie Financière CT), également une variable indépendante, mesure la capacité des collectivités à gérer et à contrôler leurs propres ressources financières. Une autonomie financière accrue est généralement associée à une meilleure performance locale, car elle permet aux collectivités de prendre des décisions plus adaptées aux besoins locaux sans dépendre excessivement des transferts centraux (Sahibi & Hamzaoui, 2017).

Enfin, le **Produit Intérieur Brut régional (PIB)** est utilisé comme variable de contrôle pour tenir compte des différences de taille économique et de performance entre les régions. Le PIB régional permet de comparer les collectivités territoriales sur une base économique standardisée, ce qui est important pour isoler l'effet des autres variables sur les dépenses des CT (Sahibi & Hamzaoui, 2017).

Dans notre modèle économétrique, une transformation logarithmique a été appliquée aux variables choisies. Cette transformation présente plusieurs avantages significatifs dans le contexte de notre analyse.

Premièrement, la transformation logarithmique aide à stabiliser la variance des données. Dans les ensembles de données économiques, il n'est pas rare de rencontrer une hétéroscédasticité, où la variance des termes d'erreur n'est pas constante à travers les observations. Transformer les variables en utilisant leurs logarithmes peut atténuer ce problème, permettant ainsi une meilleure satisfaction des hypothèses sous-jacentes des modèles économétriques classiques.

Deuxièmement, la transformation logarithmique rend les relations entre les variables plus linéaires. Cela peut être particulièrement utile lorsqu'il existe des relations exponentielles ou de puissance entre les variables. En linéarisant les relations, la transformation facilite l'interprétation des coefficients de régression comme des élasticités, offrant une compréhension claire et directe de la manière dont une variation en pourcentage d'une variable indépendante affecte la variable dépendante en pourcentage.

Troisièmement, en transformant les variables, nous réduisons l'influence des valeurs aberrantes. Les données économiques sont souvent sujettes à des extrêmes qui peuvent biaiser les résultats et les interprétations. La transformation logarithmique, en réduisant l'écart entre les valeurs ordinaires et extrêmes, aide à minimiser l'impact de ces valeurs aberrantes.

À cet égard, deux hypothèses clés sont proposées pour évaluer l'efficacité des réformes décentralisatrices mises en place depuis les années 2010. La première hypothèse postule que bien que l'augmentation des ressources financières des collectivités territoriales permette une hausse des dépenses locales, cela ne se traduit pas automatiquement par une réduction des disparités économiques entre les régions. Cette hypothèse s'appuie sur les résultats empiriques qui montrent que des facteurs comme la gouvernance et l'efficacité institutionnelle jouent un rôle crucial dans la manière dont les ressources sont utilisées. La deuxième hypothèse suggère que l'autonomie financière des collectivités territoriales a un impact positif sur leur capacité à réduire les inégalités régionales, mais seulement lorsque ces collectivités disposent de capacités institutionnelles locales suffisantes pour gérer et allouer les ressources de manière efficace. Ces hypothèses visent à tester l'importance des spécificités locales dans la réussite des politiques de décentralisation et leur rôle dans la réduction des inégalités régionales.

4. Résultats et discussion

Cette section s'attache à présenter et à analyser les résultats des estimations du modèle à effets fixes et à effets aléatoires dans le contexte de l'économétrie spatiale, une approche essentielle pour comprendre les nuances complexes des données spatiales. Cette analyse s'inscrit dans le cadre de l'étude de la décentralisation au Maroc, un pays qui a initié des réformes substantielles dans ce domaine depuis le début des années 2010. Notre attention se porte particulièrement sur l'impact de ces réformes sur l'autonomie financière des collectivités territoriales et, de manière conséquente, sur les disparités économiques entre les régions. En décomposant les dynamiques spatiales et économiques à l'aide de modèles à effets fixes et à effets aléatoires, cette sous-section vise à présenter la manière dont la décentralisation a remodelé la structure économique régionale du Maroc, et d'identifier les leviers potentiels pour une politique de développement régional plus cohérente et équilibrée.

Le tableau ci-dessous montre des corrélations des variables prises en compte dans notre analyse. Les ressources financières des collectivités territoriales (CT) sont fortement corrélées avec l'investissement des entreprises (0.9369) et l'autonomie financière des CT (0.7992), indiquant qu'une hausse des ressources des CT favorise l'investissement et l'autonomie. En revanche, le produit intérieur brut (PIB) régional présente une corrélation négative avec ces variables, notamment avec les ressources des CT (-0.3883), suggérant qu'une augmentation du PIB régional ne se traduit pas par une hausse des ressources ou des investissements publics.

Table 2: Corrélations entre variables

	Ressources financières totales des CT	Investissement des entreprises et établissements publics	Autonomie financière des CT	Produit Intérieur Brut régional
Ressources financières totales des CT	1.0000			
Investissement des entreprises et établissements publics	0.9369	1.0000		
Autonomie financière des CT	0.7992	0.7159	1.0000	
Produit Intérieur Brut régional	-0.3883	-0.3045	-0.1075	1.0000

Source : auteurs

Le tableau ci-dessous présente les statistiques descriptives de quatre variables économiques sur un échantillon de 72 observations. Les **ressources financières totales des collectivités territoriales (CT)** ont une moyenne de 7.96 avec une faible dispersion autour de cette moyenne (écart type de 0.66), suggérant une relative homogénéité entre les CT en termes de ressources financières. L'**investissement des entreprises et établissements publics** montre une moyenne plus élevée (8.55) et une dispersion plus large (écart type de 1.04), indiquant une plus grande variabilité des investissements dans les entreprises publiques. En ce qui concerne l'**autonomie financière des CT**, la moyenne est négative (-1.90), ce qui pourrait indiquer une faible indépendance financière des CT, avec une variation relativement modérée (écart type de 0.37). Le **produit intérieur brut (PIB) régional** présente une moyenne élevée (10.38) avec une faible dispersion (écart type de 0.44), signalant que les régions sont assez homogènes en termes de PIB. L'analyse montre des disparités plus marquées dans les investissements que dans les autres variables.

Table 3: statistiques descriptives des variables

Variables	Nombre d'observations	Moyenne	Écart type	Min	Max
Ressources financières totales des CT	72	7.955721	0.6555228	6.50129	9.132919
Investissement des entreprises et établissements publics	72	8.548912	1.039091	6.167516	10.47325
Autonomie financière des CT	72	-1.895338	0.3727657	-2.616765	1.303067
Produit Intérieur Brut régional	72	10.37719	0.4443883	9.687681	11.42576

Source : auteurs

Par ailleurs, le tableau ci-dessous présente les résultats des estimations du modèle à effets fixes et à effets aléatoires dans une perspective d'économétrie spatiale, incluant tous les paramètres du modèle. Ce tableau analyse l'influence de diverses variables financières et économiques sur les dépenses des collectivités territoriales au Maroc.

Pour les Ressources Financières Totales des CT, le modèle à effets fixes indique un effet positif, mais modeste (Coefficient = 0.506952, p-value = 0.009), suggérant une augmentation des dépenses des CT proportionnelle à l'accroissement des ressources totales, bien que l'ampleur de cet effet ne soit pas très significative. Contrastant avec cela, le modèle à effets aléatoires montre un effet plus prononcé (Coefficient = 0.8888583, p-value = 0.000), ce qui peut indiquer que les CT utilisent leurs ressources de manière plus efficiente pour financer des investissements et des services, spécialement lorsqu'on considère les particularités régionales.

Pour l'Investissement des Entreprises et Établissements Publics, les deux modèles démontrent un impact positif, mais statistiquement non significatif, ce qui peut remettre en question l'hypothèse selon laquelle l'investissement public stimule directement les dépenses locales. Cette observation soulève la possibilité que d'autres facteurs ou mécanismes puissent moduler ou masquer l'impact de l'investissement public sur les dépenses des CT.

Table 4: Les résultats des estimations du modèle à effets fixes et à effets aléatoires

Variables endogènes : Dépenses des collectivités territoriales		
Variables exogènes	Modèle à Effets Fixes	Modèle à Effets Aléatoires
Ressources financières totales des CT		
Coefficient	0.506952	0.8888583
P-value	0.009	0.000
Investissement des entreprises et établissements publics		
Coefficient	0.0221496	0.0290901
P-value	0.773	0.618
Autonomie financière des CT		
Coefficient	-0.2307556	0.1315408
P-value	0.232	0.239
Produit Intérieur Brut régional		
Coefficient	-0.1133241	0.0792695
P-value	0.647	0.264
Constante (_cons)		
Coefficient	4.443253	0.0336737
P-value	0.110	0.979
R-squared (Within / Between / Overall)	0.1638 / 0.8652 / 0.8350	0.1140 / 0.9867 / 0.9523
F (Prob > F / chi2 (Prob > chi2))	2.74 (0.0373)	513.74 (0.0000)
sigma_u / sigma_e / rho	0.39474986 / 0.1292782 / 0.90313653	0.07852338 / 0.1292782 / 0.26950399

Source : auteurs

Concernant l'Autonomie Financière des CT, les résultats des deux modèles sont nuancés. Le modèle à effets fixes présente un impact négatif (Coefficient = -0.2307556, p-value = 0.232), tandis que le modèle à effets aléatoires montre un impact positif (Coefficient = 0.1315408, p-value = 0.239), bien que les deux soient statistiquement non significatifs. Cela suggère une relation complexe entre l'autonomie financière des CT et leurs dépenses, impliquant que des facteurs supplémentaires ou des conditions contextuelles peuvent influencer cette dynamique. L'effet du Produit Intérieur Brut (PIB) Régional sur les dépenses des CT est également non significatif dans les deux modèles, suggérant que la performance économique globale de la région n'est pas le principal déterminant des dépenses des CT. Cette constatation implique que d'autres variables, peut-être plus locales ou spécifiques à la gestion des CT, sont plus déterminantes pour comprendre les dépenses des CT.

Du point de vue de la statistique, il y a des différences notables entre les modèles. Le R-squared indique que le modèle à effets aléatoires est plus performant pour capturer la variance entre les groupes (Between = 0.9867), tandis que le modèle à effets fixes est plus modeste dans l'explication de la variance des dépenses des CT (Within = 0.1638). Les tests F et Wald Chi2 soulignent la significativité collective des variables dans les deux modèles, bien que le modèle à effets aléatoires montre une significativité plus prononcée (Wald chi2 = 513.74, Prob > chi2 = 0.0000). Enfin, les valeurs de sigma_u / sigma_e / rho mettent en lumière la différence dans la gestion de la variance intra et inter-groupe entre les deux modèles.

Table 5: Le test de Hausman

Variables	Coefficient (Effets Fixes)	Coefficient (Effets Aléatoires)	Différence (b-B)	Erreur Standard
Ressources financières totales des CT	0.506952	0.8888583	-0.3819063	0.14957
Investissement des entreprises et établissements publics	0.0221496	0.0290901	-0.0069405	0.0494645
Autonomie financière des CT	-0.2307556	0.1315408	-0.3622963	0.154787
Produit Intérieur Brut régional	-0.1133241	0.0792695	-0.1925936	0.2355561
Valeur du chi2 (4 degrés de liberté) : 9.78				
Probabilité > chi2 : 0.0443				

Source : auteurs

Le test de Hausman examine si la différence entre les coefficients des modèles à effets fixes et à effets aléatoires est systématique. Dans ce cas, avec une probabilité de 0.0443, le test suggère qu'il existe des différences systématiques entre les coefficients des deux modèles, indiquant que le modèle à effets fixes peut être plus approprié pour ces données, du fait de la significativité de la différence des coefficients ($p < 0.05$). Cela suggère que les effets spécifiques non observés sont corrélés avec les variables indépendantes, justifiant ainsi l'utilisation du modèle à effets fixes.

Table 6: La régression à effets fixes avec des erreurs standard robustes

Variables	Coefficient	P-value
Ressources financières totales des CT	0.506952	0.001
Investissement des entreprises et établissements publics	0.0221496	0.825
Autonomie financière des CT	-0.2307556	0.090
Produit Intérieur Brut régional	-0.1133241	0.620
_cons	4.443253	0.147

Source : auteurs

Le tableau ci-dessus montre que l'impact des Ressources Totales sur les dépenses des collectivités territoriales est statistiquement significatif et positif, ce qui indique que l'augmentation des ressources totales est associée à une augmentation des dépenses des CT. Par contre, les impacts des Investissements des Entreprises et Établissements Publics, de l'Autonomie Financière des CT, et du PIB sur les dépenses des CT ne sont pas statistiquement significatifs, ce qui suggère que ces variables, dans le cadre de ce modèle spécifique, n'expliquent pas de manière significative la variation des dépenses des CT.

L'utilisation de l'option robust dans la régression à effets fixes permet de corriger l'hétéroscédasticité, rendant les erreurs standard des coefficients robustes face à cette problématique. Cela signifie que même en présence de variance hétérogène des termes d'erreur, les estimations des erreurs standard sont fiables, permettant des inférences statistiques plus robustes.

Table 7: Les résultats des tests de Skewness et Kurtosis

Variable	Nombre d'Observations	Probabilité (Skewness)	Probabilité (Kurtosis)	Chi2 ajusté (2 degrés de liberté)	Probabilité > chi2
Résidu	72	0.0607	0.9726	3.66	0.1603

Source : auteurs

Ce tableau ci-dessus présente les résultats des tests de Skewness et Kurtosis, ainsi que le test conjoint chi2 ajusté. Ces tests sont utilisés pour évaluer si les résidus du modèle se conforment à une distribution normale.

La Probabilité (Skewness) indique la probabilité que les résidus aient une distribution symétrique autour de la moyenne (une valeur proche de 1 suggère une symétrie, une valeur plus basse indique une asymétrie). La Probabilité (Kurtosis) évalue si les résidus ont une distribution

plus ou moins aplatie par rapport à une distribution normale (une valeur proche de 1 indique une kurtosis similaire à celle de la distribution normale).

Le test conjoint χ^2 ajusté (Adj $\chi^2(2)$) et la Probabilité $> \chi^2$ sont utilisés pour évaluer conjointement les deux mesures. Dans ce cas, une probabilité $> \chi^2$ de 0.1603 suggère que l'hypothèse de normalité des résidus n'est pas rejetée à un niveau de signification standard (généralement 0.05), indiquant que les résidus se conforment raisonnablement bien à une distribution normale.

De surcroît, les résultats révèlent que l'augmentation des ressources financières des collectivités territoriales est associée à une hausse de leurs dépenses, comme le montre le coefficient positif dans les deux modèles. Cela reflète un effet attendu de la décentralisation, où l'autonomie accrue des collectivités territoriales permet une meilleure allocation des ressources en fonction des besoins locaux. Par exemple, la région de Casablanca-Settat, grâce à des ressources financières plus importantes, a pu financer des projets d'infrastructures qui ont stimulé le développement économique local.

Cependant, l'analyse des investissements des entreprises et établissements publics montre un impact statistiquement non significatif sur les dépenses des collectivités territoriales. Cela peut indiquer que, malgré des investissements considérables, ceux-ci ne se traduisent pas directement par une augmentation des dépenses locales, possiblement en raison d'une gestion centralisée des projets ou d'un manque de synergie entre les initiatives publiques et les besoins locaux. Un exemple pertinent serait les projets d'infrastructures dans la région du Souss-Massa, où l'impact économique reste limité en raison d'une coordination insuffisante avec les autorités locales, malgré des investissements importants.

En ce qui concerne l'autonomie financière des collectivités territoriales, les résultats montrent une relation complexe avec leurs dépenses. Cette complexité peut s'expliquer par des disparités dans la capacité des régions à générer des revenus locaux. Les régions moins développées, comme celles du sud du Maroc, pourraient éprouver des difficultés à mobiliser des ressources, ce qui limite leur capacité à investir dans des services publics, malgré une autonomie formelle accrue.

Par ailleurs, l'analyse montre que la performance économique globale d'une région, mesurée par le produit intérieur brut régional, n'est pas un déterminant significatif des dépenses des collectivités territoriales. Cette absence de significativité peut s'expliquer par une concentration des richesses dans certaines zones urbaines au sein des régions, ne bénéficiant pas de manière équitable aux collectivités locales. Un exemple concret serait la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, où un PIB élevé grâce à l'industrie et aux ports ne se traduit pas nécessairement par une augmentation des dépenses dans les petites municipalités rurales de la même région.

Enfin, l'analyse de la performance des modèles économétriques révèle que le modèle à effets aléatoires capture une plus grande part de la variance inter-régionale des dépenses des collectivités territoriales, ce qui peut refléter des différences significatives entre les régions en termes de gestion des ressources. Toutefois, le test de Hausman suggère que le modèle à effets fixes serait plus approprié, car il indique une corrélation entre les effets non observés et les variables explicatives. Cela implique que des caractéristiques spécifiques à chaque région, telles que la qualité de la gouvernance locale ou le niveau d'urbanisation, jouent un rôle fondamental dans la gestion des dépenses. Pour conclure, cette analyse montre que la décentralisation au Maroc a des effets variés selon les régions, influencés par les ressources financières disponibles, l'autonomie financière des collectivités territoriales, et les particularités économiques locales. Il en découle que des politiques de développement régional adaptées à chaque contexte spécifique sont nécessaires pour réduire les disparités économiques régionales et maximiser les bénéfices de la décentralisation.

Sur le plan théorique, la décentralisation est souvent présentée comme une solution potentielle pour réduire les disparités régionales en permettant une meilleure allocation des ressources

locales et en renforçant l'autonomie des gouvernements locaux. La théorie suggère que, grâce à la décentralisation fiscale, les autorités locales, dotées de plus de pouvoir pour lever des impôts et gérer les dépenses publiques, peuvent ajuster les politiques et les investissements aux besoins spécifiques de leurs régions. De plus, la décentralisation politique, qui implique une plus grande participation des populations locales dans le processus décisionnel, devrait en théorie conduire à des politiques plus adaptées et donc à une réduction des inégalités régionales. Cependant, les résultats empiriques obtenus dans le cadre de l'analyse au Maroc révèlent que la réalité est plus complexe. Les résultats des modèles économétriques à effets fixes et à effets aléatoires montrent que l'impact de la décentralisation sur les disparités régionales n'est pas aussi significatif qu'attendu. Par exemple, bien que l'augmentation des ressources financières des collectivités territoriales soit associée à une augmentation des dépenses locales, cela ne se traduit pas nécessairement par une réduction des inégalités entre les régions. Cela s'explique en partie par la disparité des capacités institutionnelles et économiques entre les régions, certaines étant mieux équipées que d'autres pour tirer parti des pouvoirs décentralisés.

En termes de validité du modèle utilisé, les tests statistiques montrent des différences significatives entre les modèles à effets fixes et à effets aléatoires, ce qui suggère que le modèle à effets fixes peut être plus approprié pour capturer les nuances des données. Le test de Hausman indique que les effets spécifiques non observés sont corrélés avec les variables explicatives, justifiant l'utilisation du modèle à effets fixes. Cependant, malgré cette adéquation théorique, les résultats empiriques montrent que l'impact de la décentralisation reste limité dans la réduction des disparités régionales au Maroc.

La vérité des résultats obtenus dans cette étude reflète les complexités inhérentes à la décentralisation dans un pays en développement comme le Maroc, où les disparités économiques et institutionnelles sont prononcées. Les conclusions suggèrent que, bien que la décentralisation ait le potentiel de réduire les inégalités, son efficacité dépend largement du contexte institutionnel et économique dans lequel elle est mise en œuvre. Pour conclure, si le modèle théorique de la décentralisation prédit une réduction des disparités régionales, la validité de ce modèle est limitée par les conditions réelles du terrain, comme le montre l'expérience marocaine.

À cet égard, les résultats de cette étude, qui montrent que l'augmentation des ressources financières des collectivités territoriales (CT) est positivement corrélée avec leurs dépenses, rejoignent les conclusions de plusieurs études antérieures sur l'impact de la décentralisation fiscale. Par exemple, Bartolini et al. (2016) ont démontré que, dans des contextes de gouvernance de qualité, la décentralisation fiscale favorise la convergence régionale en réduisant les écarts de développement entre les régions. Cependant, comme le montrent les résultats de notre modèle, cet effet ne semble pas se traduire directement par une réduction des inégalités régionales au Maroc, ce qui corrobore les observations de Lessmann (2012) dans les pays en développement, où des disparités institutionnelles peuvent limiter l'efficacité de la décentralisation.

D'autre part, les résultats sur l'impact des investissements publics, qui ne présentent pas de significativité statistique, remettent en cause l'hypothèse selon laquelle de simples augmentations des dépenses publiques suffisent à améliorer les conditions locales. Ces conclusions sont en accord avec les travaux de Rodríguez-Pose & Ezcurra (2010), qui ont constaté que les mécanismes de redistribution fiscale dans les pays en développement ne sont souvent pas assez efficaces pour atténuer les disparités régionales.

Enfin, l'impact complexe de l'autonomie financière sur les dépenses des CT met en lumière une dynamique observée également par Dick-Sagoe (2020), qui souligne que dans certains cas, l'autonomie locale peut être capturée par des élites locales, limitant ainsi l'effet positif attendu sur la réduction des inégalités. Cela semble être une explication plausible pour les résultats

contradictoires observés au Maroc, où certaines régions ne parviennent pas à tirer pleinement parti de leur autonomie financière pour améliorer leur développement.

5. Conclusion

Cet article a exploré les effets de la décentralisation sur les disparités régionales au Maroc en combinant une analyse théorique avec des méthodologies économétriques, notamment l'utilisation de modèles à effets fixes et aléatoires dans un cadre d'économétrie spatiale. L'objectif global était de comprendre comment la décentralisation, en tant que stratégie de gouvernance, peut contribuer à réduire les inégalités régionales et de déterminer l'efficacité des réformes décentralisatrices au Maroc depuis les années 2010.

La méthodologie employée repose sur l'utilisation de données régionales pour analyser les dépenses des collectivités territoriales (CT) en relation avec diverses variables financières et économiques, telles que les ressources totales des CT, l'investissement public, l'autonomie financière des CT, et le PIB régional. L'approche choisie a permis de capturer non seulement les dynamiques spécifiques à chaque région, mais aussi les interactions spatiales entre ces régions, présentant ainsi une vue d'ensemble complète des effets de la décentralisation sur les disparités économiques régionales.

Les principaux résultats révèlent que l'augmentation des ressources financières des CT est positivement corrélée à une augmentation de leurs dépenses, mais cet effet ne se traduit pas automatiquement par une réduction des disparités régionales. Les investissements publics, quant à eux, n'ont pas d'impact statistiquement significatif sur les dépenses des CT, ce qui soulève des questions sur l'efficacité des investissements publics centralisés dans le contexte d'une décentralisation accrue. De plus, l'autonomie financière des CT montre une relation complexe avec les dépenses locales, suggérant que d'autres facteurs, tels que la capacité institutionnelle régionale, jouent un rôle fondamental. Enfin, le PIB régional, contrairement à ce que l'on peut attendre, n'est pas un déterminant significatif des dépenses des CT, ce qui souligne que des variables locales spécifiques ont probablement un impact plus important sur les décisions budgétaires locales.

Sur la base de ces résultats, plusieurs recommandations concrètes peuvent être formulées. Tout d'abord, il est essentiel de renforcer les capacités institutionnelles des régions, en particulier celles moins développées, pour leur permettre de tirer pleinement parti des pouvoirs décentralisés. Cela peut inclure des programmes de formation et de renforcement des compétences pour les cadres locaux, ainsi que des mécanismes de soutien technique pour améliorer la gouvernance locale.

Ensuite, une meilleure coordination entre les investissements publics centralisés et les besoins locaux est nécessaire pour maximiser l'efficacité des dépenses publiques, cela peut se traduire par l'établissement de plateformes de dialogue régulières entre les autorités centrales et régionales, permettant de mieux aligner les priorités nationales et locales. De plus, les fonds de soutien aux régions défavorisées peuvent être augmentés et mieux ciblés pour réduire les disparités en matière de développement humain et d'accès aux infrastructures de base.

Une autre solution concrète serait de développer des mécanismes de redistribution fiscale plus efficaces, qui prennent en compte les spécificités économiques de chaque région. Cela peut inclure des réformes fiscales visant à assurer une répartition plus équitable des ressources entre les régions, en tenant compte de leurs capacités de génération de revenus et de leurs besoins en investissements.

De plus, l'encouragement des partenariats public-privé (PPP) au niveau régional pour stimuler le développement économique local. Ces partenariats peuvent permettre de mobiliser des ressources supplémentaires pour des projets d'infrastructure, de santé, ou d'éducation dans les régions moins développées, tout en renforçant l'implication du secteur privé dans le développement régional.

Enfin, la mise en place des mécanismes de suivi et d'évaluation robustes pour mesurer l'impact des réformes de décentralisation sur la réduction des disparités régionales et ajuster les politiques en conséquence, cela peut se traduire par l'élaboration d'indicateurs de performance régionale spécifiques et la mise en place d'une agence indépendante chargée de superviser l'application des politiques de décentralisation et d'en évaluer les résultats.

Pour conclure, bien que la décentralisation présente un potentiel théorique pour réduire les disparités régionales, son efficacité dépend fortement des conditions spécifiques dans lesquelles elle est mise en œuvre. L'expérience marocaine montre que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour maximiser les avantages de la décentralisation, en particulier dans les régions les plus vulnérables, afin de promouvoir un développement régional plus équilibré et inclusif.

Références:

- (1). Aguenane, N. E. (2020). Regional Disparities in Human Development: The Case Of Moroccan Regions. *Innovation Journal of Social Sciences and Economic Review*, 2(2), 28-34.
- (2). Aritenang, A. F. (2014). The spatial effect of fiscal decentralisation on regional disparities : The case from Indonesia. *The Indonesian Journal of Geography*, 46(1), 1.
- (3). Atisa, G., Zemrani, A., & Weiss, M. (2021). Decentralized governments: Local empowerment and sustainable development challenges in Africa. *Environment, Development and Sustainability*, 23(3), 3349-3367. <https://doi.org/10.1007/s10668-020-00722-0>
- (4). Bartolini, D., Stossberg, S., & Blöchliger, H. (2016). *Fiscal decentralisation and regional disparities*. <https://www.oecd-ilibrary.org/content/paper/5jlpq7v3j237-en>
- (5). Bergh, S. I. (2021). Democratic decentralization and local development: Insights from Morocco's advanced regionalization process. *Research handbook on democracy and development*, 482-501.
- (6). Bojanic, A. N., & Collins, L. A. (2021). Differential effects of decentralization on income inequality: Evidence from developed and developing countries. *Empirical Economics*, 60(4), 1969-2004. <https://doi.org/10.1007/s00181-019-01813-2>
- (7). Cavalieri, M., & Ferrante, L. (2020). Convergence, decentralization and spatial effects: An analysis of Italian regional health outcomes. *Health Policy*, 124(2), 164-173.
- (8). Crook, R. C. (2003). Decentralisation and poverty reduction in Africa: The politics of local-central relations. *Public Administration and Development*, 23(1), 77-88. <https://doi.org/10.1002/pad.261>
- (9). Dick-Sagoe, C. (2020). Decentralization for improving the provision of public services in developing countries: A critical review. *Cogent Economics & Finance*, 8(1), 1804036. <https://doi.org/10.1080/23322039.2020.1804036>
- (10). Eddelani, O., El Idrissi, N. E. A., & Monni, S. (2019). Territorialized forms of production in Morocco: Provisional assessment for an own model in gestation. *Insights into Regional Development*, 1(1), 6-18.
- (11). Elhorst, J. P. (2014). *Spatial Econometrics: From Cross-Sectional Data to Spatial Panels*. Springer Berlin Heidelberg. <https://doi.org/10.1007/978-3-642-40340-8>
- (12). Ezcurra, R., & Pascual, P. (2008). Fiscal Decentralization and Regional Disparities: Evidence from Several European Union Countries. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 40(5), 1185-1201. <https://doi.org/10.1068/a39195>
- (13). Houdret, A., & Harnisch, A. (2019). Decentralisation in Morocco: A solution to the 'Arab Spring'? *The Journal of North African Studies*, 24(6), 935-960. <https://doi.org/10.1080/13629387.2018.1457958>

- (14). LeSage, J. P., & Pace, R. K. (2010). Spatial Econometric Models. In M. M. Fischer & A. Getis (Éds.), *Handbook of Applied Spatial Analysis* (p. 355-376). Springer Berlin Heidelberg. https://doi.org/10.1007/978-3-642-03647-7_18
- (15). Lessmann, C. (2009). Fiscal Decentralization and Regional Disparity: Evidence from Cross-Section and Panel Data. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 41(10), 2455-2473. <https://doi.org/10.1068/a41296>
- (16). Lessmann, C. (2012). Regional Inequality and Decentralization: An Empirical Analysis. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 44(6), 1363-1388. <https://doi.org/10.1068/a44267>
- (17). Rodríguez-Pose, A., & Ezcurra, R. (2010). Does decentralization matter for regional disparities? A cross-country analysis. *Journal of Economic Geography*, 10(5), 619-644.
- (18). Sahibi, Y., & Hamzaoui, M. (2017). *Spatial inequality of growth between Morocco regions*. <https://mpira.ub.uni-muenchen.de/id/eprint/84564>
- (19). Salhi, S., Boujrout, S., & Gourfi, A. (2023). Spatial Disparities: An Approach to Reveal “Hidden Areas” to Territorial Development in the Marrakech-Safi Region—Morocco. In M. L. De Lázaro Torres & R. De Miguel González (Éds.), *Sustainable Development Goals in Europe* (p. 195-214). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-031-21614-5_10